ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 16 décembre 1982, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° "relatif aux mesures d'assainissement applicables à la Régie des Postes", a donné le 21 décembre 1982 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e december 1982 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr "met betrekking tot de saneringsmaatregelen die toepasselijk zijn op de Regie der Posterijen", heeft de 21e december 1982 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

L'article 17 de l'arrêté royal en projet dispose comme suit :

"Le présent arrêté assure l'exécution de l'article ler de l'arrêté royal n° 97 du 28 septembre 1982 relatif à l'assainissement des finances de certains organismes d'intérêt public dépendant du Ministère des Communications

Les présentes mesures satisfont à l'objectif visé par l'article ler du même arrêté".

L'article ler, alinéa 3, de l'arrêté royal n° 97 dispose comme suit :

"Ces mesures (les mesures d'assainissement visées dans l'alinéa ler) produisent leurs effets dès qu'elles sont approuvées par un arrêté royal pris en vertu de la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi".

Contrairement à ce que cette disposition annonçait, l'arrêté en projet ne porte aucune approbation des mesures d'assainissement qui auraient été proposées pour la Régie des Postes. Il comporte des dispositions budgétaires et comptables, des dispositions relatives au personnel, des dispositions relatives à la structure et à l'organisation de la Régie.

Certaines de ces dispositions modifient la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des Postes; pour d'autres dispositions, l'arrêté en projet se substitue à des dispositions qui auraient pu être prises par un arrêté royal ordinaire ou par un arrêté ministériel.

./.

Il apparaît, du rapport au Roi et des explications des fonctionnaires délégués, que l'Administrateur général de la Régie a proposé les mesures d'assainissement prévues dans l'arrêté royal n° 97 et que le présent projet en est l'expression en termes réglementaires. Il s'écarte ainsi de la procédure prévue par l'arrêté royal n° 97.

Cette méthode ne soulève sans doute pas d'observation majeure, puisque l'arrêté en projet sera de même valeur que l'arrêté royal n° 97. Par le fait même qu'il s'en écarte, il le modifie implicitement.

On n'aperçoit dès lors pas quelle serait la portée juridique de l'article 17 du projet cité ci-dessus. En effet, il n'énonce aucune règle de droit et il ne constitue pas l'acte d'approbation requis par l'article ler, alinéa 3, de l'arrêté royal n° 97.

x

EXAMEN DU TEXTE.

CHAPITRE Ier.

Il serait préférable de donner à la section 1 l'intitulé suivant :

"Section 1.- De la dotation et de la rémunération à charge de l'Etat".

Par souci de concordance, l'intitulé de chaque section devra commencer par les mots "De", "Du" ou "Des".

./.

Article ler

L'alinéa ler emploie l'expression "normes budgétaires générales". Cette expression n'est guère heureuse puisqu'il est unanimement admis que les dispositions établissant un budget ne fixent pas de norme. Il conviendrait de remplacer l'expression indiquée par une expression ne soulevant pas la même critique, par exemple "dans les limites des normes générales applicables au budget".

L'alinéa 2 apporte une restriction à la règle établie à l'article ler, alinéa ler. Il serait plus logique de transférer à l'article 2 la disposition contenue à l'article ler, alinéa 2, puisque l'article 2 formule également une restriction à la règle générale énoncée à l'article ler, alinéa ler.

Article 2

Le texte suivant est proposé :

"Article 2.-

La charge des pensions de retraite que doit supporter la Régie n'est pas soumise aux limites des normes générales applicables au budget.

Le taux de croissance visé à ... (la suite comme au projet)".

./.

Article 4

Etant donné qu'il n'appartient pas à la Régie des Postes de fixer les tarifs, il y a lieu d'écrire, à la fin du paragraphe 3bis en projet : "... pour permettre de limiter l'ampleur de l'adaptation des tarifs jugée nécessaire".

Article 5

De l'accord des délégués du Ministre, il est proposé de supprimer le terme "automatiquement", qui est impropre.

Article 6

Le début de l'article serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Les adaptations de tarifs à appliquer de 1984 à 1988, **dont** l'importance globale correspondra à l'évolution générale des prix, seront calculées ...".

Article 8

Il semble que le texte correspondrait plus exactement aux intentions du Gouvernement si le début de l'article était rédigé comme suit :

"Afin d'améliorer la capacité d'autofinancement en matière d'investissements, les disponibilités du fonds d'amortissement et de renouvellement devront suffire au remplacement des équipements existants par : ... (la suite comme au projet)".

+

./.

CHAPITRE II.

Remarque générale.

Les articles 10 et 11 concernent le personnel. Ils devraient être groupés en un chapitre II intitulé : "Dispositions relatives au personnel".

✣

Section 1. - Des agents contractuels.

Article 10

I. Le paragraphe 1er habilite le Roi à prendre les règlements nécessaires à la nomination de certains agents contractuels en qualité d'agent définitif de la Régie. Selon les explications des délégués du Ministre, seuls les agents recrutés dans le respect des règles applicables pourront bénéficier de l'admission à titre définitif.

Le paragraphe 1er serait dès lors mieux rédigé comme suit :

"§ 1er. Sur proposition du Ministre qui gère la Régie des Postes et de l'accord du Ministre de la Fonction publique, le Roi peut, dans l'année de l'entrée en vigueur du présent arrêté, prendre des dispositions temporaires pour l'admission en qualité d'agent définitif de la Régie, de certains agents contractuels exerçant dans cette Régie des fonctions correspondant à des grades des niveaux 3 et 4, à l'exception des aides-ouvriers des Postes B".

./.

II. Au début du paragraphe 2, il conviendrait d'écrire : "La loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, ...", conformément à l'intitulé donné par l'arrêté royal de coordination du 19 juin 1947.

III. Le paragraphe 3 serait mieux rédigé de la manière suivante :

"§ 3. Pour bénéficier du paragraphe 1er, les agents qui y sont mentionnés doivent avoir été en service le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté et être restés en fonction jusqu'au jour où les dispositions temporaires prévues par le même paragraphe leur seront appliquées".

Section 2. - Du cadre.

Article 11

Selon les explications des délégués du Ministre, l'article modifie le cadre organique du personnel de la Régie, afin de permettre le renforcement des directions régionales dès le début de 1983. Pour prendre cette mesure, le Gouvernement entend user des pouvoirs spéciaux conférés par la loi du 2 février 1982, et se dispenser, sur base de l'article 3, § 2, des consultations prescrites en la matière. Il en résultera que même la disposition contenue dans l'article 11 du présent projet ne pourra plus être modifiée que par une loi.

./.

Le texte suivant est proposé :

"Article 11.-

§ ler. Dans l'article ler de l'arrêté royal du 24 novembre 1972 portant fixation du cadre organique du personnel du niveau 1 de la Régie des Postes, modifié ... (comme au projet) le nombre d'emplois correspondant au grade de conseiller est augmenté de six unités.

Dans l'article ler du même arrêté, le nombre d'emplo correspondant au grade d'inspecteur principal-chef de service est diminué de six unités.

§ 2. Dans la Section A, Personnel administratif, de l'Annexe à l'arrêté royal du 14 décembre 1978 fixant le cadre organique du personnel des niveaux 2, 3 et 4 de la Régie des Postes, modifié par ... (comme au projet), le nombre d'emplois correspondant au grade de rédacteur des postes de 1ère classe/rédacteur des Postes est diminué de deux unités".

+

CHAPITRE III.

Par souci de concordance, il y aurait lieu de donner au chapitre III l'intitulé suivant : "Dispositions relatives à la structure et à l'organisation de la Régie".

Article 13

Suivant cette disposition,

"Les directions régionales se voient attribuer plus de compétences et de responsabilités. Ces compétences et responsabilités seront fixées par l'Administrateur général".

./.

Telle qu'elle est rédigée, la première phrase est dépourvue de portée juridique. L'article devrait être conçu comme suit :

"Article 13.-

L'administrateur général peut confier aux directeurs régionaux des attributions qu'il détermine".

Article 14

De l'accord des délégués du Ministre, le texte suivant est proposé :

"Article 14.-

§ 1er. La durée des prestations est limitée à trente-huit heures par semaine à partir du 1er janvier 1983. Il sera procédé à la réorganisation des services dans un délai de deux ans.

Les normes d'organisation seront adaptées à ces fins. Il ne sera toutefois pas porté atteinte aux services à la clientèle, sauf dérogation justifiée par une raison d'organisation ou une nécessité locale.

§ 2. La durée de la procédure d'examen des projets de réorganisation ne peut pas excéder deux mois; les avis éventuellement requis sont donnés dans ce délai.

./.

§ 3. L'effectif du personnel des services centraux, en ce compris le Service social des Postes et l'Office des chèques postaux, subira une réduction annuelle de trois pour cent, pendant cinq ans, sur base de l'effectif du personnel prévu au budget à la date du 30 juin 1982.

§ 4. L'administrateur général de la Régie prend les mesure limitant l'effectif et procède à la réorganisation des services de manière à assurer l'équilibre du budget".

+

CHAPITRE IV.

Il conviendrait de donner à ce chapitre l'intitulé suivant : "Dispositions relatives à la gestion des immeubles".

Article 15

A l'alinéa 3 du paragraphe 4, par souci de clarté, il y aurait lieu d'ajouter les mots "des immeubles" après les mots "la stabilité".

A l'alinéa 5, au lieu des termes "sont qualifiés", il serait préférable d'employer les termes "ont qualité".

+

CHAPITRE V.

Par souci de concordance, il y a lieu de donner à ce chapitre l'intitulé suivant : "Dispositions relatives au collège de ...".

Article 16

Compte tenu de la mission confiée au collège, la dénomination "collège de gestion" est impropre. Il conviendrait d'y substituer une autre, telle que : "collège de surveillance" ou "collège de contrôle".

En tête de l'article, il y a lieu de supprimer les mots "Conformément à l'art. 7, § 2, alinéa 3, de la loi du 6 juillet 1971," puisque le collège dont il s'agit n'est pas créé sur base de cette disposition mais est créé par le présent arrêté royal de pouvoirs spéciaux.

Le paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Le collège est un organe de concertation chargé d'émettre des avis sur l'exécution des mesures prévues dans le présent arrêté".

Article 17

Pour les raisons exposées dans l'observation générale, il y a lieu d'omettre cet article.

Article 18

Conformément à l'article 129 de la Constitution, aucun arrêté n'est obligatoire qu'après avoir été publié dans la forme déterminée par la loi. Si le Gouvernement entend hâter l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, l'article 18 pourrait disposer :

./.

"Article 18.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge".

ALGEMENE OPMERKING

Artikel 17 van het ontwerp-besluit bepaalt :

"Dit besluit regelt de uitvoering van artikel één van het koninklijk besluit nr.97 van 28 september 1982 betreffende het saneren van de financiën van sommige instellingen van openbaar nut behorend tot het Ministerie van Verkeerswezen.

Deze maatregelen beantwoorden aan het bij artikel één van dit besluit beoogde doel".

Artikel 1, derde lid, van het koninklijk besluit nr. 97 bepaalt :

"Deze maatregelen (de in het eerste lid bedoelde saneringsmaatregelen) zullen in werking treden op het ogenblik dat ze goedgekeurd worden door een koninklijk besluit dat krachtens de wet van 2 februari 1982 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, wordt genomen".

In tegenstelling met hetgeen die bepaling aankondigde, houdt het ontwerp-besluit geen enkele goedkeuring in van saneringsmaatregelen die voor de Regie der Posterijen zouden zijn voorgesteld. Het bevat bepalingen inzake begroting en boekhouding, bepalingen betreffende het personeel, bepalingen betreffende de structuur en de organisatie van de Regie.

Een aantal van die bepalingen wijzigen de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der Posterijen; voor andere bepalingen stelt het ontwerp-besluit zich in de plaats van bepalingen die bij wege van een gewoon koninklijk besluit of van een ministerieel besluit hadden kunnen worden vastgesteld.

./.

Uit het verslag aan de Koning en uit de uitleg die de gemachtigde ambtenaren hebben verstrekt, blijkt dat de Algemeen beheerder van de Regie de in het koninklijk besluit nr. 97 bedoelde saneringsmaatregelen heeft voorgesteld en dat die in de vorm van reglementaire bepalingen in het onderhavige ontwerp zijn geformuleerd. Het ontwerp wijkt zodoende af van de in het koninklijk besluit nr. 97 bepaalde procedure.

Tegen die werkwijze is nu niet zo'n groot bezwaar vermits het ontwerp-besluit dezelfde waarde zal hebben als het besluit nr. 97. Door het feit zelf dat het van dat besluit afwijkt, wijzigt het dit laatste impliciet.

Derhalve is het niet duidelijk welke de rechtsinhoud kan zijn van de hiervoren aangehaalde artikel 17 van het ontwerp. Het stelt immers geen enkele rechtsregel en het vormt niet de akte van goedkeuring die vereist is door artikel 1, derde lid, van het koninklijk besluit nr. 97.

+

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

HOOFDSTUK I.

Het ware verkieslijk aan afdeling 1 het volgende opschrift te geven :

"Afdeling 1.- Dotatie en vergoeding ten laste van de Staat".

Ter wille van de overeenstemming zouden de Franse opschriften van de afdelingen moeten beginnen met de woorden "De", "Du" of "Des".

./.

Artikel 1.

Het eerste lid werkt met de wending "algemene budgettaire normen". Die wending is niet erg gelukkig te noemen want algemeen wordt aangenomen dat de bepalingen die een begroting vaststellen, geen norm aangeven. De bedoelde wending zou door een andere moeten worden vervangen waartegen dat bezwaar niet kan worden ingebracht, bijvoorbeeld "binnen de grenzen van de voor de begroting geldende algemene normen".

Het tweede lid houdt een beperking in van de regel die in artikel 1, eerste lid, is gesteld. Het zou logischer zijn de bepaling van artikel 1, tweede lid, over te brengen naar artikel 2, vermits artikel 2 eveneens een beperking stelt op de algemene regel die in artikel 1, eerste lid, is geformuleerd.

Artikel 2.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 2.

De door de Regie te dragen pensioenlasten zijn niet gebonden aan de grenzen van de voor de begroting geldende algemene normen.

Het in artikel 1 bedoelde groeipercentage wordt met één percent verminderd wat betreft de dotatie voor de brievenpost en de financiële post, bepaald in ... (voorts zoals in het ontwerp)".

./.

Artikel 4.

Aangezien het de Regie der Posterijen niet toekomt de tarieven te bepalen, dient aan het slot van de ontworpen paragraaf 3bis te worden gelezen : "... om een beperking van de omvang van de noodzakelijk geachte tariefaanpassing mogelijk te maken".

Artikel 5.

Voorgesteld wordt - en de gemachtigde van de Minister is het daarmee eens - de woorden "automatisch en" als ondienstig te schrappen.

Artikel 6.

Het begin van het artikel zou beter als volgt worden geregideerd :

"De tariefaanpassingen die moeten worden toegepast van 1984 tot 1988 en waarvan de totale omvang moet overeenstemmen met de algemene evolutie van de prijzen, moeten ...".

Artikel 8.

De tekst zou de bedoeling van de Regering blijkbaar beter weergeven indien het begin van het artikel als volgt werd geredigeerd :

"Met het oog op het verbeteren van de mogelijkheden tot auto-financiering inzake investeringen, zullen de beschikbare tegoeden van het vernieuwings- en afschrijvingsfonds moeten volstaan voor het vervangen van de bestaande uitrustingen : dit zal gebeuren door ... (voorts zoals in het ontwerp) ".

+

./.

HOOFDSTUK II.

Algemene opmerking.

De artikelen 10 en 11 hebben betrekking op het personeel. Zij zouden moeten worden samengebracht in een hoofdstuk II met als opschrift : "Bepalingen betreffende het personeel".

+

Afdeling 1. - Personeel onder contract.

Artikel 10.

I. Paragraaf 1 machtigt de Koning tot het uitvaardigen van de verordeningen die nodig zijn om sommige bij overeenkomst aangeworven personeelsleden te benoemen tot vast personeelslid van de Regie. Volgens de verklaringen van de gemachtigden van de Minister zullen alleen de personeelsleden die zijn aangeworven met inachtneming van de geldende regels, in aanmerking kunnen komen voor toelating in vast verband.

Paragraaf 1 zou dan ook beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. Op voorstel van de Minister die de Regie der Posterijen beheert en met het akkoord van de Minister van Openbaar Ambt kan de Koning, binnen een jaar na de inwerkingtreding van dit besluit, tijdelijke bepalingen vaststellen met het oog op de toelating in de hoedanigheid van vastbenoemd personeelslid van de Regie, van sommige bij overeenkomst aangeworven personeelsleden die bij die Regie een ambt uitoefenen dat overeenstemt met graden van de niveaus 3 en 4, met uitzondering van de hulpwerklieden der Posterijen B".

./.

II. Vooraan in de Franse tekst van paragraaf 2 zou moeten worden gelezen :"La loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, ...", overeenkomstig het opschrift dat is gegeven door het coördinatiebesluit van 19 juni 1947.

III. Paragraaf 3 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 3. Om voor paragraaf 1 in aanmerking te komen, moeten de aldaar vermelde personeelsleden in dienst geweest zijn de dag waarop dit besluit in werking treedt en in dienst gebleven zijn tot de dag waarop de in diezelfde paragraaf bepaalde maatregelen op hen zullen worden toegepast".

Afdeling 2.- Personeelsformatie.

Artikel 11.

Volgens de uitleg van de gemachtigden van de Minister wijzigt het artikel de organieke personeelsformatie van de Regie om de versterking van de gewestelijke directies mogelijk te maken vanaf begin 1983. Voor het nemen van die maatregel wil de Regering gebruik maken van de door de wet van 2 februari 1982 toegekende bijzondere machten en wil zij, op grond van artikel 3, § 2, voorbijgaan aan de ter zake voorgeschreven raadplegingen. Hieruit volgt dat zelfs de bepaling van artikel 11 van het onderhavige ontwerp nog alleen door een wet gewijzigd zal kunnen worden.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 11.

§ 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 24 november 1972 tot vaststelling van de organieke personeelsformatie van het personeel van het niveau 1 bij de Regie der Posterijen, gewijzigd ... (zoals in het ontwerp), wordt het aantal betrekkingen

./.

overeenstemmend met de graad van adviseur vermeerderd met zes eenheden.

In artikel 1 van hetzelfde besluit wordt het aantal betrekkingen overeenstemmend met de graad van eerstaanwezend inspecteur-hoofd van dienst verminderd met zes eenheden.

§ 2. In Afdeling A, Administratief personeel, van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 december 1978 tot vaststelling van de organieke personeelsformatie van het personeel der niveaus 2, 3 en 4 van de Regie der Posterijen, gewijzigd ... (zoals in het ontwerp), wordt het aantal betrekkingen overeenstemmend met de graad van opsteller van posterijen le klasse/opsteller van posterijen verminderd met twee eenheden".

+

HOOFDSTUK III.

Ter wille van de overeenstemming zou hoofdstuk III het volgende opschrift moeten krijgen : "Bepalingen betreffende de structuur en de organisatie van de Regie".

Artikel 13.

Deze bepaling luidt :

> "De gewestelijke directies krijgen meer bevoegdheden en verantwoordelijkheid toegewezen. Deze bevoegdheden en verantwoordelijkheid zullen door de Algemeen beheerder bebepaald worden".

Zoals de eerste volzin is geredigeerd, heeft hij geen rechtsinhoud. Het artikel zou als volgt moeten worden gesteld :

./.

"Artikel 13.

De Algemeen beheerder kan aan de gewestelijke directeurs de bevoegdheden toewijzen welke hij bepaalt".

Artikel 14.

In overeenstemming met de gemachtigden van de Minister wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 14.

§ 1. De duur van de prestaties wordt tot achtendertig uren per week beperkt vanaf 1 januari 1983. De diensten moeten worden gereorganiseerd binnen een termijn van twee jaar.

De organisatienormen moeten daartoe worden aangepast. Aan de dienstverlening voor de cliënteel mag echter geen afbreuk worden gedaan, behoudens afwijking verantwoord door een reden van organisatorische aard of een plaatselijke noodwendigheid.

§ 2. De procedure voor het onderzoeken van de reorganisatie-ontwerpen mag niet langer dan twee maanden duren; de eventueel vereiste adviezen moeten binnen die termijn worden verstrekt.

§ 3. De personeelssterkte van de centrale diensten, met inbegrip van de Sociale Dienst der Posterijen en het Bestuur der Postchecks, moet jaarlijks, gedurende vijf jaar, met drie percent worden verminderd op basis van de personeelssterkte op de begroting voorzien op 30 juni 1982.

§ 4. De Algemeen beheerder van de Regie neemt de maatregelen tot beperking van de personeelssterkte en reorganiseert de diensten derwijze dat de begroting in evenwicht is".

+ ./.

HOOFDSTUK IV.

Dit hoofdstuk zou het volgende opschrift moeten krijgen : "Bepalingen betreffende het beheer van de onroerende goederen".

Artikel 15.

In het derde lid van de ontworpen paragraaf 4 zouden de woorden "van de gebouwen" moeten worden ingevoegd na de woorden "de stabiliteit".

In de Franse tekst van het vijfde lid zou beter worden geschreven "ont qualité" in plaats van "sont qualifiés".

+

HOOFDSTUK V.

Ter wille van de overeenstemming zou aan dit hoofdstuk het volgende opschrift moeten worden gegeven : "Bepalingen betreffende het college ...".

Artikel 16.

Gelet op de taak die aan het college is toevertrouwd, is "Beheerscollege" geen deugdelijke benaming. Deze zou moeten worden vervangen door een andere, zoals bijvoorbeeld :"college van toezicht" of "controlecollege".

./.

Vooraan in het artikel dienen de woorden "Overeenkomstig artikel 7, § 2, alinea 3,van de wet van 6 juli 1971" te worden geschrapt daar het bewuste college niet op grond van die bepaling opgericht is, maar wordt ingesteld door het onderhavige bijzondere-machtenbesluit.

Paragraaf 2 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. Het College is een overlegorgaan belast met het geve: van adviezen omtrent de uitvoering van de in dit besluit bepaalde maatregelen".

Artikel 17.

Om de redenen die in de algemene opmerking zijn opgegeven, dient dit artikel te vervallen.

Artikel 18.

Overeenkomstig artikel 129 van de Grondwet is geen besluit verbindend dan na te zijn bekendgemaakt in de vorm bij de wet bepaald. Mocht de Regering de inwerkingtreding van het ontwerp-besluit willen bespoedigen, dan zou artikel 18 als volgt kunnen luiden :

"Artikel 18.

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt".

La chambre était composée de

Messieurs : Ch. HUBERLANT, conseiller d'Etat, président,
Messieurs : staatsraad, voorzitter,

J.J. STRYCKMANS, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier assumé.
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur et par Mme DAGNELIE, auditeur adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur en door Mevr. DAGNELIE, adjunct-auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

Ch. HUBERLANT.